

ALLOCUTION DE MONSIEUR EDOUARD FRITCH
PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANCAISE
ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES
4^{ème} COMMISSION
3 OCTOBRE 2017

Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs les ambassadeurs,
Mesdames et messieurs

Je suis heureux d'être à nouveau à cette tribune pour vous démontrer que la Polynésie française est un véritable Pays autonome et qu'elle n'est pas sous domination coloniale.

Le 8 septembre 2017, à la décision unanime du Forum des Iles du Pacifique, la Polynésie française a siégé en tant que "full member" de cette organisation internationale reconnue par l'ONU.

C'est le résultat de 13 années d'observations et d'analyses de la situation institutionnelle et politique de la Polynésie française par les instances du Forum dont vous connaissez le sérieux.

Si mon Pays n'était pas autonome, le Forum des Iles du Pacifique, n'aurait jamais accepté d'intégrer la Polynésie française en son sein, car les chefs d'Etat du Pacifique connaissent la Polynésie française et sont les mieux placés pour apprécier la situation institutionnelle et politique de mon Pays.

Aussi, le Comité des 24 doit désormais intégrer ce paramètre essentiel dans sa perception de la Polynésie française.

Certes, le projet de résolution déposé par le président du C24 mentionne, parmi les considérants, le fait que la Polynésie française est désormais membre du Forum. Je l'en remercie. Mais, cette réalité n'est pas considérée et valorisée à sa juste importance.

Il est, à notre sens, contradictoire de soutenir que la Polynésie française n'est pas autonome, tout en prenant acte que nous soyons pleinement admis au Forum.

A cet effet, je m'insurge contre le point 6 du projet de résolution que je cite : *« les conclusions d'une évaluation du niveau d'autonomie du territoire, présentées à la Quatrième Commission le 4 octobre 2016, selon lesquelles le territoire ne remplit pas l'ensemble des critères d'autonomie »*.

Nous n'avons jamais été informés du contenu et de la teneur de cette évaluation qui concerne tout de même le pays que je préside. Pourquoi le C24 ne veut-il écouter qu'un seul son de cloche ? L'expert qui a établi ce rapport, un certain monsieur CORBIN, rémunéré par un parti indépendantiste polynésien, était assis au banc des pétitionnaires en 2016 et le sera encore en 2017. Permettez-moi donc de douter fortement de l'objectivité de ce rapport. Aurait-il plus de légitimité que moi-même ?

Cette attitude partielle s'ajoute au fait que lors des travaux préparatoires du C24 se dégage une volonté manifeste de favoriser les points de vue de ceux qui, par dogmatisme, sont partisans des « théories de libération » contre ceux qui respectent les processus internes d'évolution propres à chaque territoire. Je parle là des processus démocratiques qui tiennent compte de la volonté des populations.

Nous ne voulons pas être les cobayes ou un instrument d'affrontements idéologiques qui nous dépassent et qui n'ont rien à voir avec nos réalités politiques, culturelles et océaniques.

Cependant, mesdames et messieurs les ambassadeurs, nous voulons rester confiants. La vérité triomphera toujours. Nous sommes convaincus que l'ONU est une grande institution de paix et de dialogue ;

que l'ONU dans sa grande sagesse sait écouter les justes voix des peuples.

Mon peuple a toujours choisi de donner la priorité au développement, à l'épanouissement de ses populations et de leurs îles, et non à l'idéologie politique. C'est notre choix. Nous l'assumons démocratiquement avec la grande majorité de la population.

En juin 2017, lors des dernières consultations, 70% d'électeurs se sont portés sur les candidats autonomistes. En avril 2018 aura lieu l'élection générale pour le renouvellement de l'Assemblée territoriale. Les résultats confirmeront notre légitimité.

Notre Pays bénéficie d'une large autonomie qui lui permet, comme cela est écrit dans son statut, « de se gouverner librement et démocratiquement ». Nous sommes un pays qui a les pleins pouvoirs politiques dans tous les domaines économiques, fiscaux, sociaux, culturels, environnementaux, sanitaires, d'éducation, des transports, des télécommunications, des aménagements, de l'énergie, des mines. C'est pour cette raison que mon peuple n'a jamais été tenté par l'indépendance.

Nous décidons et nous assumons.

Il est important et utile de vous dire que la situation économique et l'emploi en Polynésie française se sont encore améliorés. Le Produit Intérieur Brut a progressé de 1,8%. La notation actuelle de la Polynésie française par Standard and Poor's est de BBB+, alors qu'elle était à BB+, il y a 4 ans. Cette bonne note est le reflet d'une situation institutionnelle et économique favorable. C'est notamment le résultat de deux facteurs essentiels, la stabilité et la confiance.

Tout d'abord, la gouvernance actuelle a permis une stabilité politique et une gestion plus transparente des affaires publiques.

Ensuite, une coopération intelligente et active avec l'Etat français a été un autre facteur de confiance des acteurs économiques et sociaux. En mars 2017, le président français François Hollande et moi-même avons signé un Accord pour le développement de la Polynésie française pour les 15 prochaines années. Cet Accord a été confirmé et soutenu par le nouveau président de la République française, Emmanuel Macron.

Par ailleurs, je n'ai aucun complexe à vous dire que le Pays insulaire de 5,5 millions de km² d'espace maritime et de 280 000 habitants repartis sur 118 îles, que je préside, a confié sa sécurité et sa justice à l'Etat français. Le principe de réalisme s'impose à nous qui disposons de moyens limités. Quelle honte y a-t-il pour un Pays insulaire à s'appuyer sur un grand Pays tiers, pour nous la France, pour assurer sa sécurité et celle de ses populations ? Ce n'est pas parce que l'armée et la justice françaises assurent localement notre sécurité que les polynésiens sont ou se sentent colonisés.

Il n'y a pas de « colonialisme par consentement ». Il y a du bon sens, du pragmatisme et un désir de coopérer pour garantir un avenir meilleur à nos enfants.

Je ne suis pas de ceux qui désirent avoir plus de pouvoir pour devoir après tendre la main. Ce n'est pas digne. La mendicité n'est pas ma tasse de thé. Il nous faut trouver les moyens de nos ambitions.

Le débat idéologique d'autonomie ou d'indépendance vient plutôt titiller l'orgueil des hommes politiques.

Oui, notre mission et notre responsabilité en tant que politiques est d'apporter du bien-être aux populations. C'est un vaste chantier.

L'autre thème de prédilection des pétitionnaires est le nucléaire.

Oui, les 30 années d'essais nucléaires, de 1966 à 1996, ont causé des dommages économiques, sanitaires et environnementaux à la Polynésie française. Cette réalité a été reconnue par la France depuis 2010. C'est

un sujet permanent de dialogue et de travail entre l'Etat français et les autorités de la Polynésie française.

Nous avons demandé que le fait nucléaire et ses conséquences soient reconnus dans notre statut d'autonomie, l'Etat français y a répondu favorablement.

Nous avons demandé une amélioration de la Loi Morin destinée à l'indemnisation des victimes et des vétérans des essais nucléaires, l'Etat français y a répondu favorablement.

Depuis l'arrêt des essais en 1998, l'Etat français verse un montant annuel de 180 millions de dollars US à la Polynésie française, soit une somme de 3,5 milliards de dollars US depuis 20 ans. Ces compensations financières ont notamment permis la construction de multiples infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires. Elles ont permis la construction d'un hôpital de 400 millions de dollars US, l'un des plus modernes du Pacifique Sud.

Enfin, nous discutons avec la France de la création d'un Centre de mémoire à Papeete pour rappeler à nos enfants l'histoire de cette période.

Je ne veux pas juger mes aînés polynésiens qui ont donné, il y a 62 ans, leur consentement en mettant à la disposition de l'Etat français, deux îles de la Polynésie française comme site d'essais nucléaires. Il y a 62 ans, nous sortions de la Seconde Guerre Mondiale. Plus personne ne voulait revoir les horreurs de la guerre. Mais ce fut le début d'une autre guerre, celle de la « Guerre froide ».

Mesdames et messieurs les ambassadeurs, les polynésiens sont un peuple du Pacifique tout en appartenant à l'ensemble européen. La Polynésie française est un pays de démocratie et de respect des droits de l'Homme. La liberté d'expression est totale. La liberté de circulation est entière. Ceci est la vérité.

Vous l'aurez compris, je veux une Polynésie moderne, attachée à sa culture et ouverte sur le monde.

Après moi, 15 orateurs indépendantistes polynésiens vous dresseront, à nouveau, un tableau sombre de notre pays. A les entendre, ce serait presque l'enfer en Polynésie française, mais un enfer qu'ils auront plaisir et hâte de retrouver dans quelques jours.

Je vous remercie.